

COMMUNIQUÉ

Paris, le 25 février 2019

PROJETS DE PROGRAMMES EN PRÉVENTION SANTÉ ENVIRONNEMENT : DES CHANGEMENTS IMPORTANTS DANS LES SAVOIRS ET LA MÉTHODE

Les organisations syndicales ont été consultées par la Dgescio le 20 février sur les projets de programmes de Prévention santé environnement (PSE).

Concernant le CAP, le SNUEP-FSU acte positivement l'ajout d'une demi-heure hebdomadaire en 1^{ère} année. Néanmoins, le programme reste très dense pour des élèves en majorité issus-es de SEGPA et des dispositifs ULIS ou UP2A.

Par ailleurs, la suppression de thèmes tels que le droit du travail (Code du travail, convention collective, délégués du personnel...) évacués aussi de l'éco-droit, ainsi que la suppression de la partie sur la formation et les qualifications professionnelles sont des régressions symptomatiques de ce que ce gouvernement souhaite pour les jeunes de la voie professionnelle. Le SNUEP-FSU a demandé que ces notions soient réintégrées dans l'une ou l'autre des disciplines, la formation aux droits et devoirs d'un-e salarié-e étant essentielle pour des élèves qui seront rapidement dans le monde du travail !

Pour le bac pro, il est difficile de se positionner sur un programme qui n'est connu que pour la 2^{de}. Le SNUEP-FSU a rappelé que le volume horaire dédié à cette discipline était insuffisant et que, dans ce cadre, la méthode d'apprentissage spiralaire (notions vues en seconde puis approfondissement en 1^{re} et terminale) serait une perte de temps. Le SNUEP-FSU déplore la suppression de la partie budget familial et surendettement et a demandé à ce qu'elle soit réintégrée lors des travaux sur les programmes de 1^{ère} et terminale.

Le SNUEP-FSU a aussi rappelé qu'il existait une inégalité de traitement des élèves de bac professionnel dans l'accès à la formation au brevet de sauveteur secouriste du travail dans la mesure où cet accès reste tributaire des établissements et des enseignant-es. Nous attendons les réponses que la Dgescio apportera sur cette formation plébiscitée par les gouvernements successifs, notamment après les attentats de 2015, mais sans jamais donner les moyens sur le terrain !

La précipitation dans laquelle se fait cette réforme ne permet pas une préparation sérieuse de la rentrée, ni une consultation efficace des enseignant-es et des organisations syndicales. Le SNUEP-FSU appelle les enseignant-es à se réunir dans les établissements afin d'échanger et de construire une réponse à cette attaque sans précédent contre l'enseignement dans la voie professionnelle. Il est urgent d'informer les parents, les élèves afin de mettre en place des actions communes pour exiger une réelle ambition pour l'avenir de nos élèves ! C'est aussi une exigence de démocratie pour nos élèves.